Les attentats de janvier et de novembre 2015 ont suscité un intense travail dans les établissements scolaires, notamment au lycée Jacques Feyder d’Epinay-sur-Seine où j’enseigne l’histoire et la géographie, et beaucoup de discussions autour du rôle des enseignants dans ce contexte. Ces réflexions s’articulaient pour moi autour de deux questions principales. La première portait sur la posture qu’un enseignant doit adopter face à ses élèves suite aux attentats ; la seconde sur le rôle de l’école face la radicalisation.

Les attentats du 13 novembre ont eu lieu un vendredi. Pendant le week-end qui a suivi, entre collègues du lycée Jacques Feyder, nous avons échangé de nombreux courriels pour essayer de préparer ce que nous allions dire aux élèves. Nous avons partagé des sources d’information sur la situation politique internationale, afin de pouvoir répondre aux questions aux élèves. Durant ce même week-end, il nous a été demandé de ne pas entrer dans des considérations géopolitiques. Comme beaucoup de mes collègues, j’ai pris le parti inverse, et j’ai essayé au contraire d’entrer le plus possible dans des considérations historiques et géographiques, afin de passer de l’émotion à la compréhension. J’étais mal à l’aise à l’idée de canaliser les émotions des élèves, et je crois que le rôle d’un enseignant, tout particulièrement en histoire-géographie, est d’apporter une vision scientifique aux élèves. Les médias proposent une vision à chaud, très empreinte d’émotion. Nous pouvons au contraire nous efforcer, en tant qu’enseignants, d’apporter des éléments de compréhension et de savoir. Lundi 16 novembre, j’ai commencé par demander aux élèves de s’exprimer librement. Bien qu’une centaine d’élèves du lycée Feyder fussent présents au stade de France, les élèves de mes classes n’avaient finalement pas beaucoup de remarques, mais surtout des questions. J’ai ressenti une curiosité intense de la part des élèves, qui souhaitaient comprendre pourquoi il y avait une guerre en Syrie, d’où provenait l’EI, quels étaient ses objectifs, etc. Ils voulaient avoir l’avis d’un enseignant sur ces questions, et nous avons beaucoup parlé à cette occasion. Certains me suivaient dans le couloir à la fin du cours pour continuer à discuter de la situation au Moyen-Orient. J’ai donc eu l’idée de créer un club de géopolitique au lycée : il fonctionne officiellement depuis cette année. L’importance de cette approche a été confirmée à mes yeux par le propos d’un de mes élèves après une de ces séances de la semaine des attentats : il s’est étonné que la complexité des choses ne soit jamais abordée à la télévision.

Le rôle de l’école face à la radicalisation est difficile à définir. Depuis l’intervention au séminaire, en janvier 2016, j’ai un peu évolué sur cette question. Suite aux attentats du 13 novembre 2015, la direction du lycée Jacques Feyder avait réuni les enseignants pour une discussion sur les valeurs de la république. Nous avions parlé longuement et la plupart d’entre nous étions d’accord pour dire que l’école ne pouvait transmettre des valeurs républicaines, mais devait plutôt incarner des pratiques démocratiques. Cela signifie que notre rôle n’est pas de dire aux élèves quoi penser, mais d’éveiller leur esprit critique. Nous n’avons pas vocation à expliquer aux élèves que la République signifie l’égalité, mais nous devons travailler à ce que l’école produise de l’égalité, et que l’égalité y existe véritablement au quotidien. Il semble inutile de proclamer la liberté, si celle-ci n’est pas une réalité effective dans le cadre scolaire. Incarner des pratiques est bien plus difficile que professer des valeurs, mais nous étions convaincus que c’est le seul moyen possible pour transmettre un attachement à la démocratie. Celle-ci n’est pas aimable en-soi, pour les valeurs sans cesse répétées de la république, mais pour les libertés et les formes d’égalité qu’elle permet.

Partant de cette idée, nous avons créé une commission chargée d’élaborer des cours sur les médias, l’information et les complots. Quelques enseignants volontaires se sont impliqués dans ce projet : nous avons beaucoup réfléchi ensemble et individuellement pour produire des cours proches de cette idée d’ateliers d’autodéfense intellectuelle qu’a présentés Sophie Mazet. Notre principal objectif était la lutte contre les théories du complot, qui supposent une forme d’esprit critique mal employé et contre lesquelles il est difficile de travailler avec les élèves complotistes, car on perd très rapidement leur confiance. Nous avons travaillé sur les sentiments qu’inspirent ces théories, sur les types d’argumentation utilisés, sur les mécanismes de conviction, et nous avons fait inventer des théories du complot par les élèves. Ce travail sur les complots était complété par la venue d’un journaliste qui présentait les méthodes utilisées dans son métier. Une année est peut-être un délai trop court pour établir un bilan, mais nous étions plutôt déçus des résultats. Nous avons constaté ne pas avoir de prise sur les élèves véritablement sensibles à ces théories, et il nous a semblé que les dix heures que nous avions pu dégager avec nos classes sur ces questions étaient insuffisantes pour construire quelque chose de satisfaisant.

Avec le recul, il me semble que l’idée de faire une réunion sur les valeurs de la république comme réaction aux attentats, de même que celle de mener une lutte contre les théories du complot, relèvent d’une erreur d’appréciation. Le sous-entendu est que ce sont nos élèves les potentiels terroristes, et que l’école à un rôle à jouer pour en faire de bons citoyens et éviter leur radicalisation, soit en leur inculquant des valeurs républicaines, soit en favorisant leur esprit critique et leur indépendance intellectuelle. Ces efforts de lutte contre la radicalisation sont le plus souvent menés dans les établissements d’éducation prioritaire de banlieue. Il s’agit en fait d’un préjugé. Lorsque de nombreux enfants ont refusé la minute de silence en hommage aux journalistes de *Charlie Hebdo*, on y a vu un signe de radicalisation, précurseur d’un éventuel passage à l’acte. Il semblait dès lors important de travailler avec les élèves sur ces questions.

Or cela relève d’une désignation abusive de nos élèves. Suite aux attentats, il a été demandé aux enseignants de faire remonter les refus de participer à la minute de silence, voire les propos extrêmes, à la direction de l’établissement. Dans certains cas, cela a donné lieu à une dénonciation à la police (appelée ici « signalement »). De même, en juin 2016, lorsque j’ai été appelé pour corriger l’épreuve d’histoire du bac S, qui portait sur les conflits au Proche et au Moyen-Orient, il nous a été demandé de signaler les propos extrêmes éventuels. La limite me semble ténue entre ce rôle d’agent double, qui sous couvert de liberté d’expression repère les élèves déviants, et celui, librement endossé, d’enseignant en lutte contre la radicalisation.

En avril 2016, le ministère de l’éducation prioritaire a annoncé que tous les lycées allaient quitter l’éducation prioritaire, désormais réservée aux écoles et aux collèges. En même temps que l’on demande aux enseignants de transmettre les valeurs républicaines, on ôte des moyens aux établissements les plus fragiles. A mesure que la république se défait de sa responsabilité, qui est d’assurer l’égalité des citoyens et l’équité territoriale, le discours sur les valeurs de la république devient de plus en plus nécessaire et attendu, précisément pour dissimuler le recul de la république, le renoncement à ses missions. On renonce à une politique ambitieuse d’égalité entre les territoires, mais on fait la leçon aux habitants de ces territoires : on leur transmet des valeurs qui ont de moins en moins de contenu véritable.

Lorsque les attentats ont eu lieu, j’ai beaucoup réfléchi au rôle et à la responsabilité de l’école. J’étais notamment très frappé après les attentats de janvier que des jeunes gens ayant fréquenté l’école publique puissent en venir à haïr suffisamment des journalistes ou des juifs pour les abattre sommairement comme ils l’avaient fait. J’avais alors fait part de ce constat à mes élèves de première, et de mes doutes quant à l’efficacité de l’école si elle ne parvenait pas à empêcher cela. Ils ont semblé surpris, et m’ont rassuré en me disant que ce n’était nullement la responsabilité de l’école et que je n’avais pas à m’en faire. On assigne sans doute beaucoup trop de missions et de rôles à l’école, qui ne peut pas tout.